

Ne pas citer sans accord de l'auteur

Colloque Histoire, genre et migrations

"Aux origines des mouvements de femmes de l'immigration"

Claudie Lesselier - 1^{er} mars 2006

Les associations et mouvements de femmes " de l'immigration " ont été l'objet de nombreux travaux sociologiques, à partir des années 1990 surtout. Mais la dimension historique est encore peu explorée, alors que c'est à partir du début des années 1970 que des femmes étrangères, immigrées, exilées, vivant, temporairement ou durablement, en France, ainsi que des femmes se réclamant de l'héritage de l'immigration, ont constitué des groupes ou des associations et pris des initiatives collectives. Ces " mouvements de femmes de l'immigration " mettent en scène des femmes comme actrices et sujets d'initiatives collectives et d'élaboration de points de vue et de revendications. Ils se situent au croisement des dynamiques des mouvements de femmes et de celles des mouvements de l'immigration, comme dans un espace entre " là bas " et " ici ", ces groupes et leurs animatrices pouvant être des passeuses d'informations, d'idées et de solidarités entre pays ou entre continents. La naissance et les évolutions de ces mouvements comme les trajectoires de leurs animatrices sont à replacer dans le contexte démographique, sociologique, et politique (français et international) et dans une interaction avec les autres mouvements sociaux. On définira donc une première période, les années 70, et on observera des dynamiques nouvelles qui se manifestent au tournant des années 70-80, et s'affirment durant la première moitié des années 80. L'étude de ces mouvements est réalisée à partir de documents émanant de ces groupes (bulletins, tracts, affiches, dépliants, textes internes), d'autres documents qui gardent des traces de leur action (photographies, articles dans la presse, études sociologiques), et d'entretiens avec des femmes y ayant participé. Ces militantes ont retracé leur parcours et leur expérience, ont transmis des informations et m'ont donné aussi accès à des archives¹. Ce travail est toujours en cours et s'inscrit dans un projet collectif autour de l'histoire et de la mémoire des mouvements de femmes de l'immigration en France².

LES ANNEES 70 : LE TEMPS DES PIONNIERES

Les premiers groupes dans les années 70 ont été formés principalement par des étudiantes ou de jeunes intellectuelles, des exilées politiques, des militantes de gauche, inspirées à la fois par l'essor du féminisme, le contexte de contestation en France et sur le plan international et les luttes sociales et politiques concernant leur pays d'origine. La préoccupation pour la situation des femmes "immigrées" est alors au second plan, mais à la fin des années 70 les choses commencent à changer.

Un contexte favorable à l'affirmation de nouveaux mouvements

Dans le sillage de Mai 68, de nouveaux acteurs politiques collectifs s'affirment dans une dynamique d'autonomie, hors du cadre politique institutionnel. La condition des immigrés, les violences racistes, la réglementation de l'immigration, deviennent un enjeu politique³, des actions de solidarité sont organisées par les groupes d'extrême gauche et de nombreuses associations⁴.

¹ Les entretiens sur la période 1970-1987 ont notamment été faits avec : Angelica BARRA (COFECH), Nedjma BELHADJ (Nahda), Malika BENABI (Les Yeux Ouverts), Souad BENANI (GFM, Nanas Beurs), Yamina BENCHENI (AFMA Marseille), Nantou CHERIF (CERFA), Kady DIALLO (GAMS), Samia MESSAOUDI (Radio Beur), Leila SEBBAR (écrivain, Histoire d'Elles). Deux tables rondes publiques ont réuni en mars 2004 sur la problématique de l'exil, Angelica BARRA, Chahla BESKI (L'Eveil), Touria MAHJoubi (ATMF, AFM), et sur la naissance des groupes de femmes dans les années 80 Thérèse AUCLERT (Maison des femmes du Hédas), Nedjma BELHADJ, Kya DEMBELE (CERFA, AFASE), Yacine DIAKITE (CERFA, FIA), Khadidja NEMRI (ATMF, AFAIF), Des entretiens réalisés et publiés par des journalistes ou des chercheurs/ses ont été aussi utilisés.

² Ce projet, soutenu par l'Association des Tunisiens en France, s'intitule "Traces, mémoires, histoire des mouvements de femmes de l'immigration" et a donné lieu notamment à la réalisation d'une exposition.

³ WITHOL DE WENDEN Catherine, *Les immigrés et la politique*, Thèse sciences politique, 1986. ABDALLAH Mogniss, *J'y suis, J'y reste. Les luttes de l'immigration en France depuis les années soixante*, Paris, Editions Reflex, 2000.

⁴ GASTAUT Yvan, *L'immigration et l'opinion en France sous le 5^{ème} République*, Seuil, 2001.

Les mouvements politiques s'affirment comme internationalistes et en outre les luttes pour l'indépendance restent une référence très proche. Des organisations nationales ou continentales et des mouvements d'opposition face aux nouveaux régimes se constituent en France. Comme le rappelle le Groupe femmes algériennes (1977-1981), les femmes ont participé au combat anticolonial mais ont été ensuite renvoyées à leurs foyers et à un statut subordonné⁵. La Coordination des femmes noires (1976-1980) soulève les problèmes qui n'avaient pas été posés dans les luttes pour l'indépendance (la polygamie, l'excision). Algériennes ou Africaines dénoncent dans leur pays l'embrigadement des femmes par les organisations féminines des partis uniques, comme l'UNFA en Algérie. La plupart des femmes qui animent les mouvements des années 70 et du début des années 80 sont nées elles mêmes à l'époque coloniale et pour certaines d'entre elles leur père ou leurs parents ont participé aux mouvements pour l'indépendance.

Politisation de la vie quotidienne, autonomie, expression à la première personne, recherches d'identités, innovations et spontanéité dans les modes d'action : ces nouvelles démarches sont tout particulièrement celles du "mouvement de libération des femmes". Ce mouvement informel, très divers, fait émerger les femmes comme sujets politiques dans une contestation multiforme de la société patriarcale. Il promeut de nouveaux thèmes de lutte brisant la coupure entre la "vie privée" et l'espace public et affirmant le pouvoir des femmes sur leur propre corps, et refuse que les enjeux de la liberté et des droits des femmes soient relégués à l'arrière plan comme des "luttes secondaires" par rapport au paradigme de la lutte des classes. Ce mouvement possède une forte sensibilité internationaliste et l'esprit de "solidarité entre les femmes du monde entier" anime de nombreuses initiatives dans lesquelles des femmes étrangères vivant en France prennent une place : ainsi des meetings de solidarité, avec les femmes marocaines à la suite de la mort après une grève de la faim de Saida Menedbi avec l'appui des Éditions des femmes en 1978, avec celles d'Amérique latine en 1977⁶, des manifestations de rue autour du 8 mars où défilent des groupes de femmes africaines, latino américaines ou maghrébines⁷. Des livres de femmes sont publiés, comme celui d'Awa Thiam, alors étudiante en France, "La parole aux négresses" en 1978. Même si on ne trouve pas dans les publications féministes de l'époque d'analyses très approfondies concernant les femmes immigrées ou exilées, des témoignages sont publiés, il existe des réseaux, des mouvances informelles, comme le groupe nommé "les migrantes" dans la rédaction du journal Histoire d'Elles⁸. Des femmes exilées ou étrangères peuvent être non seulement agent de solidarités, mais vecteurs d'idées et de débats, par exemple à propos du fascisme et de l'antifascisme, ou encore lors d'une rencontre "femmes conte les totalitarismes" le 1^{er} mai 1980 avec des dissidentes russes en exil⁹.

Les premiers groupes de femmes

Les premiers groupes de femmes étrangères en France occupent une place de carrefour entre ces mouvements de femmes en France et les dynamiques politiques dans leur pays et sur le plan international. Ces groupes publient des brochures, des bulletins comme *Nosotras*, bulletin bilingue espagnol portugais du Groupe latino américain des femmes¹⁰, participent à des manifestations (8 mars, 1^{er} mai). Le Groupe femmes Algériennes organise à Paris la première manifestation "pour les droits fondamentaux des femmes algériennes" et contre l'enlèvement à l'étranger de Dalila Maschino par son frère, le 1er juillet 1978. En outre ces groupes sont des espaces de parole, d'échanges interpersonnels, de convivialité. Le choix de la non mixité est fait dans la perspective de favoriser la réflexion et la parole des femmes sur l'expérience personnelle et le "privé". Le Cercle des femmes brésiliennes (1976-1979) incluait ainsi des "groupes d'auto

⁵ *Algériennes en lutte*, bulletin du groupe femmes algériennes, n°1, janvier 1978, n°2, décembre 1978 Voir aussi un interview dans *Les Cahiers du Féminisme*, n°10, juin septembre 1979. Le Manifeste, daté de juin 1977, est reproduit dans un numéro de la revue *Sou'al* "les femmes dans le monde arabe", novembre 1983.

⁶ Organisé par le journal *L'information des femmes* le 4 mars 1977 ; les contributions ont été publiés dans une brochure ronéotée de 30 pages sous le même titre ; à la suite de ce meeting se constitue le Groupe des femmes latino américaines

⁷ Voir certaines de ces photographies dans DEUDON Catherine, *Un mouvement à soi, Images du mouvement des femmes 1970-2001*, Syllepse, 2003.

⁸ Entretien avec Leila Sebbar et ses chroniques publiées dans *Histoires d'Elles*. Voir aussi : SEBBAR Leila et HUSTON Nancy, *Lettres parisiennes. Autopsie de l'exil*, Barrault, 1986. Parmi les participantes, outre des femmes allemandes, australiennes, on note la participation de Maria Kala Lobe, féministe camerounaise, qui plus tard rentre au Cameroun et fonde l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes en 1991. Son père était un militant de Présence africaine.

⁹ A la Cartoucherie de Vincennes, organisée après la publication d'écrits de dissidentes, par plusieurs revues féministes.

¹⁰ *Nosotras* 1974-1976, 26 numéros parus dont plusieurs numéros doubles,

Ne pas citer sans accord de l'auteur

conscience"¹¹, le Groupe latino américain des femmes organisait des débats sur le viol, l'avortement, la sexualité, le féminisme.

Ces groupes sont composés avant tout d'exilées et d'étudiantes dont le projet est rarement l'installation en France mais le retour (parfois de façon organisé) dans leur pays, et qui sont pour la plupart politiquement engagées. Ainsi l'Association des femmes marocaines (1972-1978) qui se réunit à la Cité universitaire puis le Groupe des femmes marocaines (GFM, 1979-1982) sont formées d'étudiantes membres de l'Union nationale des étudiants marocains et le plus souvent des partis d'opposition marocains et tendent à reproduire les "querelles intestines" entre les partis¹² ; elles n'ont, comme le regrette Souad Benani, aucun contact avec les femmes marocaines immigrées. Le Collectif des femmes chiliennes exilées (COFECH, fondé en 1979) rassemble des femmes ayant eu une expérience militante au Chili avant le coup d'état ou des compagnes de militants, mais, selon le souvenir d'Angelica Barra, la dynamique du groupe des femmes favorisait le dépassement des clivages entre les différents partis de la gauche chilienne en exil et des initiatives unitaires.

Ces groupes s'approprient certaines des méthodes de pensée et d'action et des problématiques du mouvement des femmes. Un thème fondamental est celui de l'autonomie organisationnelle et politique des femmes et de l'articulation entre les luttes des femmes et les autres luttes politiques et sociales (lutte de classe, lutte anti impérialiste). Même si beaucoup de ces femmes sont membres ou sympathisantes de partis politiques, elles veulent construire une parole et des revendications de femmes indépendantes des mouvements de gauche, et bien entendu des gouvernements et des organisations étatiques de femmes. Pour elles, l'exigence de droits et d'égalité des femmes ne doit pas être une question secondaires et l'oppression des femmes ne sera pas automatiquement résolue une fois la démocratie ou le socialisme réalisés. Cette affirmation ne va pas sans heurts avec leurs compatriotes, phénomène qui s'est produit aussi dans la gauche et l'extrême gauche françaises. Ainsi lors de la première "Journée des femmes noires" organisée le 29 octobre 1977 par la Coordination des femmes noires, où les femmes ont posé la nécessité de la libération des femmes noires, la lutte contre l'excision, la polygamie et l'oppression des femmes, elles ont été l'objet de vives attaques de la part des hommes des mouvements étudiants ou politiques africains venus nombreux au meeting¹³. Les mêmes débats se posent dans tous les milieux Touria Mahjoubi souligne : "nous voulions définir nos priorités en tant que femmes, alors que c'est les hommes qui définissaient les priorités...l'expérience des mouvements de libération nationale a montré que si on pense en terme de priorité, nous luttes de femmes sont toujours passées à la trappe".

L'exigence d'émancipation des femmes a pu naître ou se renforcer durant l'exil ou le séjour en France à travers contacts, discussions et lectures : mais cet exil ou ce séjour étant pensés comme temporaires, c'est la transformation de la situation des femmes dans le pays d'origine, et de manière générale la situation sociale et politique dans ce pays, qui est la préoccupation principale. Pour les exilées, comme le dit Touria Mahjoubi "mon devoir était de continuer cette lutte à l'étranger". Angelica Barra explique que au début toute leur activité était tournée vers la solidarité avec le Chili, "on se sentait culpabilisées si on se préoccupait de notre situation individuelle et de notre insertion en France". Tous les groupes ont parmi les objectifs de faire le lien avec les luttes féministes françaises et internationales. Construire en France une solidarité, se faire l'écho des luttes là bas, dénoncer la dictature, la répression, ou l'apartheid, soutenir les prisonnières politiques sont des objectifs communs et permanents des groupes qu'ils soient latino américains, algériens, marocains ou de femmes noires. Dans la mesure du possible des contacts et des échanges d'information sont maintenues : le Groupe femmes algériennes, qui se définit comme un "groupe de femmes algériennes dans l'émigration" est en contact avec les premiers groupes semi clandestins qui se forment à la même époque en Algérie et comme les Marocaines font l'analyse de la situation des femmes dans leur pays, contestent les codes de statut personnels, la Moudawana ou les avant-projets de code de la famille¹⁴.

¹¹ GOLDBERG-SALINAS Anette, "Brésiliennes en exil : de femmes migrantes à féministes étrangères", *Cahiers du CEDREF*, n°8-9, Femmes en migrations, pp. 43-68.

¹² Groupe femmes marocaines, *Saida les femmes marocaines luttent* 26 pages, ronéoté, novembre 1980.

¹³ *Libération* 2 novembre 1977 ; brochure de 38 pages en juillet 1978 avec des articles sur l'avortement et la contraception, les femmes dans la lutte contre l'apartheid etc. Deux ans après elles organisent les "Cinq heures contre la polygamie et la stérilisation forcée".

¹⁴ Le GFM et le GFA constituent une coordination des femmes maghrébines (octobre 1980) puis l'Association des femmes maghrébines Les Yeux ouverts fin 82 ou début 83.

"Dans l'ombre de l'immigration des hommes" ?

Les femmes de l'immigration économique n'ont guère pu s'affirmer comme actrices politiques collectives à cette époque et sont restées ou maintenues en marge des luttes immigrées ou de solidarité avec les immigrés, grèves ouvrières, mouvements dans les foyers. Peu de femmes jouent un rôle important dans les organisations de l'immigration. Globalement, la figure du "travailleur immigré" se décline au masculin et les femmes sont pensées, au mieux, comme "épouses" de ces travailleurs¹⁵. Les catégorisations légales et statistiques, distinguant "travailleurs" et "membres de famille", l'assignation des femmes au domaine du privé, à la sphère familiale, ne sont ainsi pas remises en question. Les femmes militantes dans les organisations politiques françaises ont intériorisé l'idée que les hommes sont les acteurs principaux des luttes et peut être les préjugés à l'égard des femmes considérées comme plus traditionalistes, moins politisées... Aussi les femmes sont peu visibles, d'autant plus qu'elles sont effectivement moins présentes que les hommes dans l'espace public et les lieux de travail collectifs et que les obstacles auxquels elles font face pour agir publiquement et pour vivre de façon autonome sont très importants : méconnaissances de la langue française, charge du foyer domestique et d'enfants nombreux dans des conditions matérielles difficiles, poids des rôles traditionnels et d'une stricte séparation des espaces notamment pour celles venues du Maghreb, isolement, dépendance économique et administrative pour celles, les plus nombreuses, qui ont migré dans un cadre familial. Mais les enquêtes et les témoignages évoquent aussi leur courage, leurs aspirations, l'appui qu'elles peuvent donner à leur filles¹⁶.

Pourtant les femmes immigrées sont loin d'être inexistantes puisque elles constituent, selon les recensements de la population, 39,2% de la population étrangère en 1868, 40% en 1975, 43% en 1982 (43,8%, 43,7% et 46% de la population immigré aux mêmes dates) et que les migrations féminines, les migrations familiales et le regroupement familial sont des phénomènes bien antérieurs à l'arrêt de l'immigration de travail de 1974. Cependant il est vrai que la dissymétrie hommes femmes est encore assez marquée dans certaines populations étrangères, surtout si on ne prend en compte que les adultes (parmi les personnes étrangères de plus de 25 ans d'une nationalité des pays du Maghreb il y a trois fois plus d'hommes que de femmes), et les femmes ont beaucoup moins souvent un emploi que les hommes¹⁷ Parmi les femmes étrangères en 1975 1 sur 4 est portugaise, un peu moins d'1 sur 4 maghrébine. Espagnoles et italiennes viennent ensuite (69% des femmes étrangères ont la nationalité d'un pays d'Europe).

Cependant des femmes participent à des grèves de la faim contre les refoulements et les expulsions, une Mauricienne en 1974, Latifa Smihi, militante marocaine, en 1978 pour obtenir le retour de son mari expulsé¹⁸. Maria Arondo, espagnole immigrée en France, employée de maison, publie "Moi la bonne" en 1974¹⁹. Lauretta Fonseca, portugaise, est menacée d'expulsion en raison de son soutien à la lutte des habitants du bidonville de Massy²⁰. Une "journée femmes immigrées" est organisée le 24 juin 1979 dans un centre social du 20^{ème} arrondissement, à laquelle participent des femmes algériennes, marocaines, mauriciennes, latino-américaines, espagnoles et la Coordination des femmes noires. La Kahina joue une pièce de théâtre, il y a de la musique et un débat sur le projet de loi Bonnet²¹.

Mais la préoccupation envers les femmes de l'immigration vient davantage des services sociaux et socio-éducatifs et des femmes qui y travaillent. Des associations animent des cours d'alphabétisation pour les femmes, comme certaines ASTI ou à Marseille l'Association pour la

¹⁵ Sur la législation à cette époque, voir : GISTI, *Le petit livre juridique des travailleurs immigrés*, Maspero, 1975 ; GISTI, *L'immigration familiale*, 1979 (1 et 2). Dans *Des femmes immigrées parlent*, Paris, L'Harmattan, 1978 le seul article français porte sur l'épouse d'un algérien mort dans un commissariat.

¹⁶ Une des premières importante études est celle de LEONETTI TABOADA Isabel et LEVY Florence, *Femmes et immigrées : l'insertion des femmes immigrées en France*, Paris, La Documentation française, 1978, 286p. Des témoignages sont ensuite recueillis par les filles de ces femmes, comme Yamina Benguigui dans le film *Mémoires d'immigrés*, II Les mères.

¹⁷ En 1975, où le taux d'activité global des femmes en France est de 30%, il est de 7,6% pour les Algériennes, 13,8% pour les Marocaines, mais 30,8% pour les Portugaises, 21% pour les Maliennes.

¹⁸ Sur l'ATMF et ses militantes, voir DAOUZ Zakya, *De l'immigration à la citoyenneté. Itinéraire d'une association maghrébine en France*, l'ATMF, Mémoires de la Méditerranée, 2002

¹⁹ Maria Arondo a immigré en France en 1962 et travaille comme employée de maison, organise un syndicat CFTD des employées de maison, avant d'être permanente à la JOCF en 1971.

²⁰ Elle et son mari ont quitté le Portugal pour raisons politiques. Voir le film de Dominique Dante "Laurette et les autres". La manifestation de soutien est relatée dans *La Cause du peuple*, 23 septembre 1971

²¹ A part l'affiche, aucune autre information n'a encore été trouvée sur cette journée.

Ne pas citer sans accord de l'auteur

promotion des femmes immigrées²² Deux numéros spéciaux de la revue *Migrants formation*²³ montrent que les travailleuses sociales et les formatrices sont sensibles à l'expérience et aux aspirations des femmes, et que, même si leurs institutions ont une vision très traditionnelles des femmes²⁴, elles peuvent favoriser une vision nouvelle. Aussi les premiers groupes locaux de femmes immigrés hors les associations féministes déjà étudiées et les groupes liés aux organisations nationales de travailleurs avant 1981 se sont créés à partir d'initiatives sociales et socio-éducatives, comme l'Association des femmes du Franc Moisin à St Denis, fondée en juillet 1980, à la suite d'un cours d'alphabétisation du Greta, où se sont impliquées des femmes du quartier, des militantes de l'UFF et des travailleuses sociales²⁵, ou Parfum de femmes à Grenoble, dans le cadre d'un centre social où l'animatrice leur a proposé de se réunir pour écrire un livre de contes.

Les dynamiques nouvelles dans la fin des années 70 proviennent surtout des jeunes femmes, enfants de familles immigrées (Algériennes surtout) ou venues très jeunes en France. Une génération nouvelle s'affirme, garçons et filles, ayant été à l'école en France, une génération nombreuse, qui aspire à l'égalité, refuse la ségrégation, les discriminations, combat les expulsions et dénonce les crimes racistes ou les violences policières. Les cités HLM, les cités de transit, les banlieues populaires, sont le lieu d'initiatives de jeunes, qui prennent comme outil d'expression la musique, le théâtre.

Les récits et témoignages sur cette période qui forme les prémisses des mouvements "beurs" rendent peu compte du rôle des femmes et des jeunes fille. Ce sont pourtant des femmes (Saliha Amara) qui sont à l'initiative en 1976 et forment la majeure partie de la troupe de théâtre la Kahina²⁶. La Kahina réalise deux pièces "Pour que les larmes de nos mères deviennent une légende" et "La famille Bendjelloul, en France depuis 25 ans" : c'est la vie quotidienne, la famille, les relations parents enfants, frères et sœurs, qui y sont mis en scène, c'est la mémoire des femmes de l'immigration qui y transparaît, mise en mots par leurs enfants, en français, arabe et kabyle. La Kahina joue dans des festivals de théâtre immigré, à l'invitation d'associations ou de MJC, dans le cadre de réunions publiques. Samia Messaoudi a entendu parler de ce groupe par un article de *Libération*, et a organisé deux représentations à la MJC de Levallois en 1980, l'après midi et le soir, suivis de débats très intéressants. Les filles, dit elle, se sont identifiées au personnage de la jeune fille qui refusait les diktats de son frère, et le spectacle a libéré la parole. La troupe de La Kahina n'est pas unique : des groupes de filles font du théâtre comme les jeunes femmes de Thé amer à Nanterre, les adolescentes de La Rose des sables à Valence (1980, aidées par l'ASTI de Valence) avec une courte pièce pleine d'humour ou un peu plus tard (1983) les jeunes filles du groupe "L'étang de Beur" à Martigues²⁷.

L'ESSOR DES MOUVEMENTS DE FEMMES : 1981-1986

Au tournant des années 80, un contexte nouveau et l'engagement de nouvelles actrices favorisent l'essor des groupes et associations de femmes qui se comptent par dizaines au milieu des années 80, et une implication bien plus grande des femmes dans les mouvements de l'immigration, que ce soit dans les grands mouvements collectifs ou les associations locales.

Un contexte nouveau

²² Cimade et Association pour la promotion des femmes immigrées, *Alphabétisation pour la vie quotidienne des femmes immigrées*, 1975.

²³ *Migrants formation*, n°14-15, mars 1976, "Les femmes immigrées et la formation" ; *Migrants formation*, n°32-33, 1979, "Les femmes immigrées et la formation 2". Voir aussi le rapport de Germaine Tillon pour le secrétariat aux travailleurs immigrés.

²⁴ Voir le témoignage d'Anne Golub, du FAS : GOLUB Anne, "Un itinéraire, propos recueillis par Jules Falquet", *Cahiers du CEDREF*, n°8-9 Femmes en migration, pp. 355-376

²⁵ VEITH Blandine, "Les associations locales de femmes étrangères". *Migrations Société*, septembre-octobre 2000, vol. 12, n°72 et un chapitre sur l'association des femmes du Franc Moisin in : JAZOULI Adil, *Une saison en banlieue*, Plon, 1995

²⁶ Interview dans *Migrants formation*, n°32-33, mars 1979

²⁷ CHEIKH Cherif et ZEHRAOUI Ahsène, *Le théâtre beur*, Arcantère, 1984, publie trois textes de ce "théâtre beur", celui de La Rose des sables, "Binet el Youm", écrite par Nacera Bouabdallah du groupe l'Etang de Beur et "Yaoulidi", par la troupe théâtrale des Flamands, des garçons qui mettent en scène la confrontation avec la police, alors que celles des filles qui abordent les problèmes interne du milieu immigré.

La victoire de la gauche en mai et juin 1981 est porteuse d'espoir et ouvre des perspectives pour l'action politique. Les dispositions contraignantes pour les associations étrangères sont abrogées (octobre 81) et les associations obtiennent davantage de moyens, notamment par le biais du FAS et du ministère des droits des femmes confié à Yvette Roudy. Des circulaires permettent la régularisation de certains sans papiers, et de nombreuses luttes se mènent à propos de la législation sur l'entrée et le séjour : si la carte de 10 ans est obtenue en 1984, les dispositifs sur les reconduites à la frontière et limitant les admissions au séjour sont renforcés²⁸. Ces années sont aussi celles de violences racistes ou sécuritaires et de la montée de l'extrême droite. En 1986 la victoire de la droite aux législatives entraîne de nouvelles menaces sur les droits des étrangers et notamment le code de la nationalité. La jeunesse issue de l'immigration, garçons et filles, s'affirme comme un acteur politique majeur et porteur de problématiques nouvelles autour de la citoyenneté, de l'égalité des droits et du pluralisme culturel, elle veut conquérir toute sa place dans la société française. L'immigration d'après 1945 est alors pensée comme une installation durable, constitutive de la société française. Les idées féministes se disséminent dans la société. Entre 1975 et 1982 la part féminine de l'immigration maghrébine et africaine s'accroît considérablement (le nombre de femmes étrangère de nationalité d'un pays du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne est multipliée par 1,7 entre les deux recensements) et il en est de même entre 1982 et 1990 (les femmes constituent 36,4% des immigrés d'Afrique en 1982 et 41,4% en 1990). Les femmes sont plus nombreuses dans la population active. La question de la formation et de l'insertion professionnelle, du statut juridique et administratif (titres de séjour, droit au travail), de leur place dans la société, passent au premier plan. En outre, en raison des transformations économiques, nombres d'enjeux se déplacent des lieux de travail vers l'espace urbain, ce qui favorise l'engagement des femmes, car cet espace peut être considéré comme un prolongement de l'espace domestique et les actions qui s'y mènent concernent leurs préoccupations concrètes et quotidiennes.

Les femmes dans l'action collective et pour leurs droits en tant que femmes immigrées

Les jeunes femmes nées en France de parents immigrées ou venues jeunes en France jouent un rôle important dans les initiatives collectives de la première moitié des années 80 (Marche contre le racisme et pour l'égalité en 1983, Convergence 84...) même si elles accèdent peu à des statuts de leader ou de porte parole médiatisées et si leur rôle est largement occulté. Elles sont des marcheuses qui parcourent la France, elles sont parmi celles et ceux qui accueillent et organisent ces marches, comme dans le Collectif jeunes de Paris (1983) et le Regroupement des associations jeunes d'Ile de France (1985). Elles sont dans l'équipe de Radio Beur (fondée en 1981), où Samia Messaoudi anime des émissions femmes, dans les associations locales (ANGI, ABIM, JALB...). Elles sont au premier plan dans les "Forum Justice" qui au cours de la Marche de 1983 dénoncent les crimes racistes : celui de Marseille est organisé par l'Association des femmes maghrébines en action, animée notamment par Yamina Benchenni. Elle explique combien les jeunes femmes étaient révoltées par ces violences racistes et que cet engagement, vu comme légitime par leur famille et leur entourage, leur permettait d'agir dans l'espace public, de conquérir davantage de liberté, et peu à peu de remettre en cause leur situation en tant que femmes. La lutte contre les crimes racistes mobilise particulièrement des femmes, comme Mme Hachichi et Mme Guemiah (dont les fils ont été tués à Vaulx en Velin et à Nanterre), qui impulsent l'Association des mères des victimes de crimes racistes (1983-1985) ; elles manifestent à deux reprises (21 mars et 27 octobre 1984), à l'image des "folles de la place de Mai" en Argentine, devant le ministère de la justice place Vendôme²⁹. Les jeunes femmes, comme en témoigne Leila Sebbar, qui publie plusieurs romans mettant en scène des jeunes filles confrontées à la violence familiale, en fugue ou en "galère"³⁰ se souvient de débats animés où les jeunes filles s'expriment sur leurs identités, les relations avec les parents ou les frères, leurs aspirations à la liberté. Elle indique qu'alors, même si il y avait des conflits entre garçons et filles, il y avait une forte "fraternité" et les garçons étaient prêts à entendre la parole des filles. Des comptes rendus de débats ou des

²⁸ Sur les questions de législation, voir : GISTI, *Le nouveau guide juridique des étrangers en France*, La Découverte, 1985 ; GISTI, *Le nouveau dossier de l'immigration familiale*, 1984

²⁹ Vidéo de Samir et Mogniss Abdallah, 1984 : " les folles de la place Vendôme " ; *Bulletin de l'Agence IM'média*, mai-juin 1984

³⁰ SEBBAR Leila, *Fatima ou les Algériennes au square*, Stock, 1981 ; *Shérazade*, Stock, 1982

Ne pas citer sans accord de l'auteur

transcriptions d'entretiens dans *Sans Frontière*³¹ donnent cependant une image bien plus dure des violences et des contraintes envers les filles. Nacera Amara à l'ANGI organise une structure d'hébergement pour les "jeunes fugueuses"³² et d'autres associations (Les Yeux ouverts, les Nanas Beurs) s'efforcent d'aider des jeunes filles menacées de mariages ou de départs forcés ou en fugue.

La question des droits des femmes immigrées (nombreuses à venir dans le cadre du regroupement familial donc statutairement dans une situation de dépendance, ou sans-papiers du fait de la restriction des admissions au séjour depuis 1974) est un autre sujet qui manifeste la participation des femmes à la fois au combat collectif de l'immigration et à la lutte pour leurs droits en tant que femmes. Des associations de solidarité, telles la FASTI et la Cimade, devenues conscientes du rôle croissant des femmes des problèmes spécifiques qu'elles rencontrent et de leurs aspirations, favorisent la constitution de commissions ou de réseaux femmes : la FASTI organise une rencontre femmes immigrées en septembre 1982 à Melun qui donne naissance à une commission femmes³³, et la Cimade une "rencontre nationale femmes immigrées" à Strasbourg (juin 1983)³⁴. Une délégation au Parlement européen revendique l'accès au titre de séjour indépendant pour les femmes et des mesures pour leurs droits. Dans le cadre de la lutte pour la régularisation des sans papiers ouverte par la circulaire du 11 août 1981, se forme le Collectif de soutien aux femmes sans papiers. Ces femmes, venues rejoindre leur famille hors des procédures de regroupement familial, domestiques sans contrat, femmes divorcées ou victimes de prostitution, femmes contraintes de suivre leur père ou mari si il est refoulé ou expulsé, éprouvent de grandes difficultés à obtenir un titre de séjour et le collectif tient pour elles des permanences et sensibilise les associations de solidarité aux problèmes spécifiques des femmes³⁵. Dans une manifestation pour la régularisation des sans papiers, le 12 décembre 1981, des femmes de ménage marocaines manifestent en criant "avec ou sans contrat, nos papiers on les aura"³⁶. En fin de compte, les femmes forment 16% des sans papiers régularisés en 1982. Le collectif de soutien aux femmes sans papiers devient en 1983 le Collectif femmes immigrées qui réunit des jeunes femmes de l'immigration, des femmes françaises d'associations de solidarité, des latino américaines exilées, des africaines du CERFA etc. Il revendique pour les femmes un statut autonome, et publie une analyse critique des politiques de regroupement familial³⁷. Lors de l'arrivée de Convergence 84 à Paris, un "cortège femmes" est organisé dans la manifestation, qui inclut le CFI, les Yeux ouverts, le Collectif féministe contre le racisme, l'AFAIF, sous la banderole "contre le sexisme, contre le racisme, solidarité"³⁸. Le CFI poursuit ses activités jusqu'à la fin des années 80, travaillant sur les questions de situation administrative, d'emploi, de formation et sur l'application en France des codes de statut personnels maghrébins avec un rapport rédigé par Saida Rahal Sidhoum en 1987³⁹.

S'organiser entre femmes

Dans ce contexte de nombreux groupes et associations de femmes liées d'une façon ou d'une autre à l'immigration se créent et évoluent selon des dynamiques très diverses, s'ancrent dans les espaces urbains en y menant une action de proximité, avec une grande capacité à se saisir des problèmes réels et quotidiens rencontrés par des femmes et en articulant dimensions sociales, culturelles, économiques et politiques. En 1984-1985 selon un annuaire publié par la

³¹ n°34 et 41, octobre et décembre 1981

³² BOUSSAA Yussuf, *Femmes maghrébines en fugue : histoire d'une structure d'accueil et d'hébergement originale*, Thèse Université Paris Val de Marne, 1985.

³³ FASTI, *Première rencontre nationale de femmes*, Melun, septembre 1982, 20 pages, ronéoté, 1982

³⁴ *Cimade information*, mars 1983 "Femmes immigrées" ; Brochure ronéotée : "Rencontre nationale femmes immigrées" à Strasbourg, les 11 et 12 juin 1983". Edna de Oliveira, une femme d'origine africaine-brésilienne qui travaille à la Cimade à Dakar puis à Paris anime une coordination des actions femmes dans la Cimade très active jusqu'à la fin des années 80 et s'investit aussi dans le Collectif femmes immigrées.

³⁵ *Rapport du Collectif de soutien aux femmes sans papiers témoignages. Documents*, 12 p, juin 1982. *Sans Frontière*, n°70, septembre 1982.

³⁶ *Sans Frontière*, n°41

³⁷ *Droit de vivre en famille : pour qui ?*, 1984, 34 p., ronéoté

³⁸ Le tract énonce les revendications "pour la régularisation de tous les immigré(e)s", "un statut autonome pour les femmes immigrées", "l'égalité des droits pour tous et toutes".

³⁹ RAHAL SIDHOUM Saida, *Éléments d'analyse du statut socio juridique des femmes immigrées en vue d'un statut pour l'autonomie des femmes immigrées en France*, 1987

FASTI et surtout le volume publié par *Sans Frontière* qui est d'une très grande richesse⁴⁰, et mes recherches personnelles, on trouve 60 groupes, dont 7 fondés avant 1981. 35 se situent en Ile de France, 9 en Rhône Alpes, Bourgogne et Franche Comté, 8 en PACA, 4 dans le sud ouest, 2 dans la périphérie de l'IDF, mais cette liste est loin d'être complète.

Création et évolution des associations : les dynamiques à l'œuvre

L'impulsion donnée par un organisme social ou socio éducatif (centre social, cours d'alpha, association etc.) ou par des femmes travaillant professionnellement ou bénévolement dans ce secteur est souvent à l'origine de ces groupes, et cette impulsion peut déboucher sur des initiatives et des projets définis par les femmes et pris en charge par elles, de façon plus ou moins autonome. Ainsi l'association Nahda à Nanterre est elle impulsée par une jeune femme algéro-marocaine, ancienne étudiante travaillant comme animatrice dans le centre des Canibouts, Nedjma Belhadj⁴¹. La logistique qui permet de constituer des réseaux peut être assurée par des associations de solidarité ou des institutions : Yvette Roudy réunit les femmes (femmes africaines, médecins, avocate) qui créeront le GAMS (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles) mais ce groupes ne reçoit pas de subventions avant le 1991. Inter-service Migrants lance le bulletin "Femmes inter associations" en 1984, qui devient un réseau autonome sous le même nom en 1987 à la suite d'une rencontre nationale de petites associations de femmes issues de l'immigration. Comme le montre Anne Golub, les dispositifs de formation ou d'action sociale envers les "femmes immigrées", orientés souvent vers la gestion familiale, les maintenaient dans les rôles traditionnels tout en ayant l'ambition de les rendre plus autonomes. Cependant il a été possible pour les associations de prendre comme point de départ ces activités afin que les femmes se rencontrent et que d'autres initiatives naissent, par exemple des petites entreprises sous formes de coopératives et d'associations⁴². L'appui donné par des institutions (collectivités territoriales, FAS, Ministère des droits des femmes...) est, comme pour toutes les associations, un élément majeur de la pérennisation du groupe, qui peut se doter d'un local et rémunérer une ou des salariées. Mais ce soutien est généralement très modique, l'investissement bénévole reste à cette époque majoritaire et la vie des associations précaire. Il a été remarqué que le rôle des services sociaux et éducatifs (institutionnels ou associatifs) était plus important pour les femmes maghrébines et africaines, que pour les femmes portugaises et espagnoles : selon Maria Cunha ces dernières travaillent davantage à l'extérieur et les immigrés portugais ont eu une stratégie d'évitement vis à vis de l'action socioculturelle française⁴³ ; on peut aussi rappeler l'histoire de certains services sociaux liés à l'encadrement des Algériens et surtout orientés vers les immigrés des ex colonies.

Certains groupes se constituent dans une dynamique d'autonomisation par rapport à des structures mixtes de l'immigration ou à des mouvements collectifs mixtes. Un groupe femmes de Turquie se forme dans le cadre de l'ATTF⁴⁴, des femmes de la FETRANI forment une commission femmes dans cette organisation puis une association indépendante, le CERFA (Centre d'études et de recherches des femmes africaines). Kady Diallo, du GAMS, était militante de la FETRANI et présidente de la Commission femmes de l'Association des travailleurs maliens en France. Ce sont des femmes qui se sont rencontrées dans le collectif jeunes de Paris qui créent l'EMAF avec Alima Boumediene. Dans tous les cas, il y a une volonté de pouvoir s'exprimer en tant que femmes, définir des revendications propres, et que les problèmes soient pris en charge par les premières concernées. Les militantes marocaines de l'ATMF impulsent l'AFAIF à Gennevilliers en 1982 après avoir animé une émission femmes sur une radio locale⁴⁵. et comme le dit Touria Mahjoubi : "nous avons de désir de nous organiser à part, non pour nous isoler, mais parce que, tous les mouvements de femmes l'ont prouvé, il y a des revendications, des idées, une expression

⁴⁰ *Sans frontière* " Femmes portraits et guide ", 1985 ; Point de rencontre femmes, répertoire d'associations, *Fasti Doc* n°7, octobre 1983.

⁴¹ Sur la Nahda voir aussi *Hommes et Migrations*, mars 1991, Chronique de la vie associative, par Élisabeth Chikha, p.61-65. Vidéo : " Une journée avec la Nahda ", 12 minutes, 1984, réalisation Marina Galimberti et Jocelyne Valentino.

⁴² Sur le rôle d'insertion des associations, voir : FAYMAN S. et DARIUS Fanny, *Réseaux associatifs et insertion socioprofessionnelle des femmes étrangères, d'origine étrangère et issues de l'immigration*, FAS, 1987.

⁴³ CUNHA Maria, " Femmes : la longue marche ", in : CEDEP, *Enfermement et ouvertures : les associations portugaises en France*, janvier 1986

⁴⁴ Il se rend visible pour la première fois le 1^{er} mai 1987 avec la banderole " Les femmes sont là " et des pancartes dénonçant la dot et la violence (le tout en turc)

⁴⁵ Il s'agit de l'AFASE à Sarcelles et de l'AFAVO à Cergy, toutes deux fondées en 1987. Pour l'AFAIF, voir Zakia DAOUD, op. cit et l'interview d'une fondatrice dans *Les Cahiers du Féminisme*, n°26, automne 1983

Ne pas citer sans accord de l'auteur

que l'on veut mettre en commun entre nous femmes pour savoir comment les traduire dans la réalité".

L'action volontariste des militantes est un élément décisif pour la naissance du groupe, son développement et son ancrage sur le terrain : ce sont généralement des femmes ayant une expérience militante antérieure, un capital culturel (études universitaires souvent même elles n'ont pas débouché sur une carrière professionnelle correspondante), d'âge assez divers mais rarement très jeunes. D'après les recherches de Catherine Quiminal⁴⁶ et mes propres recherches, les femmes d'origine africaine subsaharienne qui initient le CERFA, le MODEFEN ou le GAMS ont entre 30 et 50 ans, sont parfois en France depuis longtemps, issues des classes moyennes, avec un parcours professionnel et d'études. Les femmes d'origine maghrébines sont dans l'ensemble un peu plus jeunes et si certaines sont des étudiantes installées en France, des exilées politiques, d'autres sont des filles de familles immigrées. Pour ces dernières, interviews et portraits montrent des jeunes femmes qui ont fait des études, qui ont lutté pour se libérer de contraintes traditionnelles (ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont pas eu le soutien de leurs parents), tout en assumant un rôle important dans leur famille et gardant un lien important avec leur mère qu'elles évoquent souvent⁴⁷. Kady Diallo, parlant des fondatrices du GAMS ou du CERFA, décrit une génération militante d'une "carrure exceptionnelle", pleine "de fougue, de conviction", faisant de l'engagement militant une priorité malgré une vie difficile et détentricrice d'une expérience militante personnelle voire de traditions familiales d'engagement. Une génération charnière donc, avec un parcours d'autonomie et un investissement fort dans le collectif. C'est une volonté d'agir avec les femmes de l'immigration, dans les quartiers et les villes, au plus près des problèmes concrets, qui les animent, lorsque la fondatrice des Nanas Beurs, Souad Benani, implante l'association à Boulogne, insatisfaite des groupes rassemblant surtout des étudiantes et des intellectuelles, lorsque les femmes du CERFA, après la disparition du groupe, créent des associations de femmes africaines en banlieue parisienne.

Génération et identités plurielles

Dans les groupes de femmes, même si ils sont impulsés par une génération militante particulière qu'on a déjà évoquée, la dimension femmes l'emporte sur l'aspect générationnel. Il existe des groupes créés autour d'une identité de "jeunes issues de l'immigration", comme le collectif portugais Centopeia ("le mille pattes"), qui participe à la réalisation d'un film centré sur cette problématique⁴⁸. Mais dans d'autres cas, ce sont des femmes de tout âge, des filles de parents immigrés, des "femmes immigrées" et des ex étudiantes ou exilées restées en France, qui se rencontrent dans les activités. Ainsi pour les Nanas beurs, dont le nom indiquait une référence "jeunes" : quand elles ouvrent leur permanence à Boulogne, viennent à l'association, raconte Souad Benani, "des femmes des premières générations, des mères, des femmes sans papiers, en grande détresse sociale, qui ont vu là une porte qui s'était ouverte, des femmes célibataire, d'autres avaient été répudiées ; ensuite on a commencé à voir des filles qui voulaient résister à des mariages forcés, qui subissaient des violences".

L'identité (ethno culturelle, géographique) mise en avant par ces groupes est très diverse. Ils peuvent se désigner comme "maghrébin", "arabe", "africain", "beur". La référence est davantage un ensemble géopolitique qu'un pays, comme on le voit avec le CERFA dont un des objectifs est d'être un lieu de rencontre entre femmes africaines (subsahariennes) de toutes nationalités pour une action commune. "Il y avait des femmes de toutes origines, des exilées, des étudiantes, des femmes qui étaient venues rejoindre leur mari, c'était très varié" explique Yacine Diakité. Il nous fallait avant tout faire de l'information, explique t elle, favoriser la prise en mains par les femmes africaines elles mêmes de leurs problèmes, ici et là bas : "je peux dire non à l'excision, à la polygamie, mais ma sœur au village elle ne le peut pas, il faut aider les gens à dire non, et un aspect de notre combat c'est d'aider les gens restés au pays à prendre conscience". Certains

⁴⁶ QUIMINAL Catherine (sous la direction de), *Mobilisations associatives et dynamiques d'intégration des femmes d'Afrique sub-saharienne en France*, Ministère des affaires sociales, DPM, juillet 1995.

⁴⁷ On trouve des portraits dans BOUBEKER Ahmed et BEAU Nicolas, *Chronique métissée. L'histoire de France des jeunes arabes*, Alain Moreau, 1986 ; *La 'beur' génération*, Sans Frontière, 1985, 162 p . BORSALI Nora, FRELAND François xavier, Vincent Anne Maris, *Génération beurs*, Éditions Autrement, 2003 ; HOUARI Leila et DRAY Joss, *Femmes aux mille portes. Portraits, mémoire*, Paris, Syros-EPO, 1996, 115 p.

⁴⁸ "Portugaises d'origine" (couleur, 26 minutes, réalisation Serge Gordey). Voir aussi : *Dossier de Cimade informations*, avril 1984.

groupes se définissent avec le mot "immigré" (l'ASFI, 1982, Association de solidarité des femmes immigrées, à Paris, dont la dénomination à l'origine était Association des femmes sénégalaises immigrées). Mais beaucoup se désignent avant tout sur une base territoriale en particulier dans la région parisienne et lyonnaise, comme femmes de tel ou tel quartier, ou en mettant en évidence l'aspect multiculturel et internationaliste ("Femmes sans frontières" à Creil, "l'Arc en ciel du Londeau à Noisy le sec...). On remarque davantage de groupes de femmes se référant à une origine "maghrébine" ou "africaine" que à d'autres immigrations pourtant quantitativement très importantes, comme l'immigration portugaise ou le mouvement associatif est très important. Maria Cunha souligne que les jeunes filles et les femmes portugaises participent aux associations mixtes portugaises, mais sans y occuper de responsabilité et surtout sans y agir pour y transformer les normes et les modèles ni y mettre en avant des problématiques femmes⁴⁹.

On peut faire aussi l'hypothèse que les traditions et les interdits quant à la mixité hommes femmes, la séparation sexuée des espaces et la place restreinte dévolue aux femmes dans les associations mixtes favorisent pour certaines populations des activités entre femmes, dans une sociabilité entre femmes qui est vu comme légitime. A propos de l'Association des femmes du Franc Moisin, Blandine Veith indique que l'association est un peu "une famille", la continuation de l'espace privé et s'adresse surtout à des femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur⁵⁰. Catherine Quiminal dans l'étude citée établit une relation entre la vitalité de la vie associative des femmes d'Afrique subsaharienne (à partir du moment où elles sont devenues nombreuses en France) et les traditions d'organisation et d'activités féminines collectives en Afrique noire où les femmes en outre ont des activités économiques autonomes, à la campagne ou en ville.

L'échelle locale privilégiée, des activités multidimensionnelles

L'échelle d'action de la majorité des groupes que l'on peut identifier vers 1984 est l'échelle locale, une commune, un quartier, voire une cité dans les grandes agglomérations⁵¹. L'ancrage dans un territoire est aussi très souvent un gage de pérennité de l'association. C'est la proximité avec le quotidien qui fait naître des projet et les militantes ont une volonté de faire face aux problèmes concrets et quotidiens. "Nos associations ont leur territoire, c'est malheureux de dire cela, mais ces territoires ils ont été acquis de haute lutte. Les partis, les mouvements politiques, nous taxaient d'associations localistes, limitées à l'espace du quartier, mais nous nous disions qu'il fallait être là, dans le quotidien et dans l'interculturel" (Nedjma Belhadj). Le désir d'ouvrir et d'animer un lieu est très fréquent : un lieu qui soit à la fois espace de convivialité et de rencontres informelles, d'activités organisées, une interface avec la population environnante. Ainsi la première action de l'association des femmes du Franc Moisin est d'obtenir de la municipalité un local dans la cité. Le salon de coiffure de Nahda sert aussi de lieu d'expositions, et on peut venir y prendre un thé. Le centre socioculturel et documentaire ouvert en 1987 par EMAF est une bibliothèque, un lieu de réunions, d'ateliers artistiques, de permanences sociales et juridiques. Si l'action locale est privilégiée c'est en rapport avec la présence et les préoccupations des femmes, la volonté d'agir dans le quotidien, mais c'est aussi en partie du fait que les militantes ont peu accès à des responsabilités dans les organisations agissant au plan national.

Il est cependant de nombreux autres groupes qui agissent à l'échelle d'une ville ou d'une région, en particulier quand leur action, sur un thème précis, peut avoir une visée nationale, voire internationale : le GAMS (1982) a son siège à Paris et mène la plupart de ses activités de prévention contre l'excision en région parisienne mais diffuse son information et ses outils bien au delà, et travaille en liaison avec les associations en Afrique (il est la section française du comité interafricain). C'est cependant après 1990 qu'il peut donner plus d'ampleur à son travail en réseau tant en Europe qu'en Afrique. D'autres ont une vocation plus généraliste, voulant avant tout réunir des femmes sur la base d'une origine ou d'une identité communes (CERFA, MODEFEN, Association des femmes maghrébines Les Yeux Ouverts, Association des femmes iraniennes l'Éveil dans la région parisienne).

A l'exception du Collectif femmes immigrés à l'échelle de la région parisienne et des rencontres ponctuelles comme celles organisées par la FAST et la Cimade dont on a déjà parlé, il ne s'est pas constitué de coordination entre toutes ces associations, et une action commune à l'échelle nationale n'a pas été possible. Malgré des thématiques et des aspirations similaires, le manque de moyens humains ou financiers, la forte identité et culture propre de chaque groupe,

⁴⁹ CUNHA Maria, op.cit.

⁵⁰ VEITH Blandine, op.cit

⁵¹ En 1985 on peut repérer 30 groupes "locaux" et 19 groupes ayant une action générale ou par nationalité non liée à un territoire spécifique et situés à Paris (les autres étant intermédiaires)

Ne pas citer sans accord de l'auteur

l'accent mis sur l'action locale, y font obstacle ; les liens existent mais ils passent surtout par des contacts personnels et à l'échelle d'une agglomération par des actions communes ponctuelles comme lors de manifestations.

Les groupes de femmes pour la plupart cherchent à articuler l'action sous des formes multiples, sans séparer le social (information, aide aux démarches administrative, permanences sociales et juridiques), le culturel (ateliers, débats, écriture, théâtre, ciné club, danse), la convivialité (fêtes, repas), en abordant aussi la création d'emplois (restaurants, salon de coiffure, couture), la formation (alphabétisation ou formation pré-professionnelle), et des activités pour les enfants, et en étant en prise avec l'évolution des demandes du public qui s'adresse à eux. Sophie Body-Gendrot souligne cette imbrication des activités et des tâches, peu hiérarchisées, la capacité d'innovation, et la fluidité des activités⁵². Les revendications et l'action politiques ne sont pas négligées : toutes ces associations mettent au centre de leur problématique les droits, l'égalité, l'autonomie, à partir des problèmes concrets rencontrés et d'activités liées au quotidien, mais certaines participent davantage au débat politiques, sur des enjeux de statut des immigré(e)s, de citoyenneté, contre l'extrême droite, sur les thèmes féministes. "Nous étions mise devant des situations d'urgence. On ne pouvait pas faire des discours, il fallait agir ! Mais on ne voulait pas se réduire à un simple assistanat, et la question des droits, de l'égalité, de la citoyenneté, n'était pas au second plan" (Souad Benani). Catherine Quiminal à propos des associations de femmes africaines subsahariennes propose une typologie distinguant les "groupes féministes", qui s'organisent à partir de valeurs universelles mises en avant par les mouvements de femmes et les "groupes de femmes", qui partent davantage de la vie quotidienne et des difficultés rencontrées dans la vie familiale ou sociale et la confrontation avec les institutions françaises⁵³. Mais, comme elle le souligne elle même, il n'y a pas en fait de séparation stricte.

Personnel et collectif, féminisme et immigration, ici et là bas...

Les militantes de ces mouvements et associations se définissent souvent comme des "passerelles", reliant l'individuel et le collectif, les dynamiques d'émancipation des femmes et les autres aspirations au changement social, une appartenance à "ici et là bas". La dimension de solidarités, d'échanges interpersonnels, est extrêmement valorisée dans les groupes de femmes. Il s'agit de briser l'isolement de femmes parfois reléguées dans l'espace domestique, de comprendre comment les problèmes dits "privés" de chacune correspondent à des problèmes collectifs et sociaux. Tous les travaux sur les associations le montrent⁵⁴, l'association apporte aux participant(e)s une ouverture, une culture, des compétences nouvelles, c'est un espace de valorisation et de reconnaissance. C'est une mise en commun des ressources, et ainsi des militantes, peuvent mettre leurs acquis intellectuels (études de sociologie, de philosophie, de droit) au service de leur activité associative, ou en sens inverse faire de leur expérience associative un tremplin pour une formation et une insertion professionnelle dans le secteur associatif ou dans le travail social et le champ socioculturel (ces dynamiques de professionnalisation se manifestent davantage dans les années suivantes). "Ce mouvement, il est fait de nos parcours individuels ; des militantes sont devenues responsables de centres sociaux, d'autres se sont orientées vers la politique institutionnelle, d'autres continuent à animer des associations locales. Nous sommes des individus avec nos sensibilités, nos parcours, nos divergences, mais il demeure des réseaux informels et on peut aussi se retrouver" (Samia Messaoudi parlant du "mouvement beur" du début des années 80)

Sophie Body-Gendrot parle de "femmes trait d'union", entre les générations, entre traditions et innovations, portant et transmettant la richesse d'une double culture ou d'identités multiples. Alima Boumediene (alors animatrice de EMAF) fait le lien entre s'affirmer "en tant que femmes" et "en tant que maghrébines", bousculer les traditions "de la société d'origine comme celles de la société environnante", faire reconnaître "la richesse culturelle émergeant de cette identité plurielle"⁵⁵. Malika Benabi explique que l'association les Yeux ouverts était sensible non tant à la

⁵² BODY-GENDROT Sophie, " Dirigeantes du mouvement associatif : Le trait d'union ", *Hommes et Migrations* n° 1141, mars 1991, pp 36-42

⁵³ Voir aussi WITHOL DE WENDEN, Catherine, LEVEAU Rémy, *La Bourgeoisie. Les trois âges du mouvement associatif civique issu de l'immigration*, Paris, Éditions du CNRS, 2001.

⁵⁴ WITHOL DE WENDEN Catherine, LEVEAU Rémy, *op.cit*

⁵⁵ Interviews de Alima THIERY-BOUMEDIENE dans *M*, février 1992 et *Hommes et migrations*, n°1141, mars 1991 (les propos cités sont dans le second article)

dimension "immigration" qu'à la dimension "femmes maghrébines" à la fois dans la société française et au Maghreb, soutenant que les changements dans l'une et l'autre société ne pouvaient être articulés⁵⁶. Les prises de positions sur "le féminisme" sont très diverses et l'emploi de ce terme parfois revendiqué, parfois refusé. Les critiques sont très fréquentes, tant vis à vis des mouvements de l'immigration qui négligent les femmes voire reproduisent leur sujétion, que des mouvements féministes qui ne font pas aux "femmes de l'immigration" une place suffisante ou les maintiennent en marge. Regrettant à la fois que les associations d'immigrés ne rassemblent que des hommes et que les femmes ne soient pas suffisamment solidaires contre le racisme, Lydie Doh-Bunya, fondatrice du MODEFEN, souligne : "voilà pourquoi il était essentiel que nous, femmes noires, ne soyons pas des wagons attelées aux revendications des autres mais que nous disions haut et fort tout ce qui nous opprime et ce que nous attendons des autres"⁵⁷. Pour en rester au rôle de ces militantes et de ces groupes comme "trait d'union" on peut remarquer à la fois le risque qu'elles soient de part et d'autre renvoyées ou assignées à une "spécificité" et le travail fait par certains groupes pour assurer ce lien. Il s'agit par exemple d'articuler la lutte "contre le racisme et le sexisme" (un des mots d'ordre des Nanas Beurs ou du MODEFEN), de se réunir et de se rendre visible à la fois dans des lieux "de l'immigration" et féministes (les Yeux ouverts se réunissent à Paris à la Maison des travailleurs immigrés et à la Maison des femmes), et tous insistent sur la nécessaire solidarité des femmes, en France comme dans le monde. Pour les Nanas Beurs la lutte pour l'égalité des droits et la pleine citoyenneté se décline inséparablement dans le champ familial, communautaire, social, pour les femmes comme pour les immigrés et leurs enfants⁵⁸. Le GAMS tient à un travail en commun et à égalité entre femmes "françaises" et "africaines" et un livre est publié en 1984 par le GAMS, le MODEFEN, le Planning familial⁵⁹. Mais le mouvement des femmes étant particulièrement éclaté, les liens sont davantage maintenus par des individualités, des contacts interpersonnels, dans des actions ponctuelles (manifestations, rencontres débats) que par des structures formelles et une action et une réflexion suivies, sauf momentanément au travers du Collectif féministe contre le racisme (1984-1987), impliqué en 84-85 autour des lois sur l'immigration et le regroupement familial, avec une permanence "femmes immigrées - femmes sans papiers" puis dans les actions contre le Front national et en 1986-1987 le projet de réforme du code de la nationalité.

On a pu le remarquer, ces groupes et ces initiatives se centrent prioritairement sur les enjeux de société, l'accès aux droits et l'insertion dans le pays d'immigration. La préoccupation envers le pays d'origine ou d'origine des parents ne disparaît pas pour autant. De nouvelles articulations entre "ici et là bas" se manifestent, par exemple la promulgation du Code de la famille en 1984, malgré les luttes menées par les femmes en Algérie, a un écho en France. Le collectif les Yeux ouverts consacre aux codes de statuts personnels un numéro de son bulletin. Il est vrai que ce groupe est avant tout constitué par des étudiantes algériennes, qui pour certaines continuent en France un combat commencé en Algérie dans les groupes semi clandestins de femmes, comme Malika Benabi déjà citée. EMAF organise un colloque sur ces codes où Alima Boumediene attire l'attention sur leur application en France. Plusieurs groupes de femmes, comme la Nahda et l'AFMA, ont eu parmi leurs premières activités l'organisation de voyages de jeunes filles, ou de mères et filles ensemble, en Algérie. Mais c'est surtout après les émeutes de 1988 et la nouvelle constitution algérienne de 1989 qui met fin au régime de parti unique que les relations, jusqu'alors très précaires, se nouent avec les mouvements de femmes en Algérie et dans les années suivantes, avec la violence intégristes, que l'Algérie revient au premier plan.

Des femmes latino américaines peuvent rentrer dans leur pays mais d'autres poursuivent sous des formes diverses l'action en France : l'association des femmes uruguayennes Lourdes Pinto (1983) après s'être consacrées au soutien aux prisonnières politiques et à la lutte contre la dictature, crée une activité économique (un service traiteur) pour soutenir des projets sociaux, de formation et de santé en Uruguay. Le COFECH s'attache surtout à favoriser des initiatives unitaires d'une gauche chilienne organisée en partis très divisés les uns des autres, Une association autonome de femmes iraniennes s'organise en 1984, l'Éveil, pour poursuivre la lutte contre le régime et mener une réflexion politique. Chalha Beski, militante d'extrême gauche en Iran, qui a du fuir le pays, développe une analyse critique tant de l'islamisme que de la stratégie de

⁵⁶ bulletin *Les Yeux ouverts* : n° 0, février 1984 "spécial immigration" ; n°1 "spécial code de la famille. Algérie, Maroc, Tunisie"

⁵⁷ DOOH-BUNYA Lydie, " La condition des femmes noires en France " (entretien avec DEWITTE Philippe), *Hommes et migrations*, n° 1131, avril 1990, pp. 43-48.

⁵⁸ MELIS Corinne, " Nanas Beurs, Voix d'Elles Rebelles et Voix de femmes, des associations au carrefour des droits des femmes et d'une redéfinition de la citoyenneté ", *Revue européenne des migrations internationales*, 1, 2003, pp. 81-98

⁵⁹ *Les mutilations du sexe des femmes aujourd'hui en France*, éditions Tierce, 1984

Ne pas citer sans accord de l'auteur

la gauche iranienne⁶⁰. Ce dernier exemple montre que exilées ou immigrées ont pu non seulement contribuer à transmettre des informations sur ce qui se passe dans le pays dont elles viennent mais aussi favoriser un apport d'idées et la réflexion féministe et politique globale mais cela demeure assez limité. De retour en Algérie, Malika Benabi remarque qu' "on ne peut pas dire qu'il y avait une influence en Algérie de ce qui se fait en France, mais que il y avait en France un écho de ce qu'on faisait et le fait de savoir qu'on existait et d'entendre reprendre nos préoccupations et nos aspirations, je le ressentais comme un soutien à une résistance qui était très dure".

A partir de la fin des années 80, les associations de femmes continuent à se créer et à s'implanter, à se diversifier au fur et à mesure que se posent de nouveaux enjeux, et les femmes - des jeunes des "banlieues" aux migrantes sans papiers, de celles qui animent au quotidien des initiatives contre les exclusions, contre les violences et pour l'accès aux droits à celles qui construisent des solidarités transnationales - n'ont cessé de prendre des initiatives. Le contexte est évidemment bien différent, et plus encore que par le passé, la référence à "l'immigration" ne peut être le seul angle d'analyse de ces mouvements. Quoi qu'il en soit, il m'a paru que les mouvements de femmes conservaient une dynamique qui tient à leur relation forte avec les réalités concrètes des vies et des itinéraires des femmes dans leurs diversités, à leur capacité à faire face aux difficultés, inégalités et violences auxquelles les femmes sont confrontées, mais aussi à appuyer leurs aspirations, construire des solidarités, favoriser leur prise de parole et la mise en œuvre de leurs ressources individuelles et collectives. Entre "spécificités" (des femmes, des immigré(e)s, des personnes issues des immigrations... spécificités revendiquées ou assignées) et "universalité" des exigences d'égalité, de liberté, de droits, de citoyenneté, il m'a paru aussi que les mouvements de femmes réussissaient dans une certaine mesure à articuler ces deux problématiques et bousculer les identités et catégories figées.

L'étude des origines de ces mouvements a pu montrer comment les préoccupations, les revendications, les thèmes et les méthodes de pensée et d'action qui émergent dès le début sont fondateurs de ces dynamiques. Et aussi comment cette dynamique se transforme en fonction des enjeux, du contexte, des actrices qui l'impulsent, une génération militante, dont la relève est cependant assez mal assurée, ayant joué un rôle clef, par son parcours personnel et son investissement collectif, tout en conservant ou nouant des liens avec d'autres générations. De nombreux chercheurs/ses ont proposé des typologies pour analyser la structuration du champ associatif issu de l'immigration et son évolution. Comme ils/elles le remarquent d'ailleurs, la configuration est en réalité complexe, les générations s'entrecroisent, les stratégies et les profils des acteurs (endogènes ou exogènes) sont d'une extrême diversité. S'agissant des mouvements de femmes avant la fin des années 80, cette diversité apparaît déjà, et le milieu concerné est composite bien qu'il ait, ne serait-ce que du fait de son étroitesse quantitative, une certaine unité. Cette étude montre aussi les limites de ces initiatives, les obstacles et contraintes rencontrés. Mais le fait d'être au carrefour entre un combat de femmes (dans la société française et dans les pays avec lesquels elles ont des liens) et un combat en tant que immigrées, exilées, héritières de migrations ou d'exils (de nombreux autres termes peuvent être employés), est un des éléments qui donnent à ces mouvements leur force, leur capacité d'action, d'innovation, en font des acteurs d'un monde en mutation.

⁶⁰ BESKI Chahla, " Regard sur l'expérience d'une association de femmes iraniennes en France ", *Alliance pour la liberté*, n°19, 2002 (bulletin de la Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie).